



Jeux concours au Luxembourg Cadre légal

12/08/2008

1. Types de jeux concours par SMS et légalité

Type de jeu concours par SMS	Situation	Base légale
Participation gratuite, objectif publicitaire	Autorisé	Article 2 de la loi 20 avril 1977 et art. 21 de la loi du 30 juillet 2002
Participation payante mais remboursée, objectif publicitaire	Autorisé, à condition de <ul style="list-style-type: none"> • rembourser les frais de participation (cf. article 2), • Mettre à disposition un règlement, précisant les conditions et le déroulement. • Déposer le règlement auprès d'un huissier de justice, avant tout message publicitaire. • Les messages publicitaires ne peuvent pas induire en erreur quant au nombre et la valeur des lots et les conditions de leur attribution. • Si le consommateur est porté à croire qu'il a gagné le lot, celui-ci doit lui être remis. 	Loi du 30 juillet 2002
Participation payante, objectif : « actes de piété ou de bienfaisance, à l'encouragement de l'industrie ou des arts, ou à tout autre but d'utilité publique »	Autorisé, autorisation communale ou nationale nécessaire préalablement	Loi du 15 février 1882, modifiée par la loi du 1er août 2001
Participation payante, objectif non publicitaire / purement commercial	Interdit	Art. 302. du Code pénal

2. Le remboursement : proposition de formulation de règlement

Voici une formulation organisant le remboursement qui pourrait servir de base à l'établissement d'un règlement de jeu concours publicitaire :

Chaque numéro de téléphone mobile n'est autorisé qu'à participer une seule fois au jeu.

Les participants sont en droit de se faire rembourser le surcoût du message SMS, ([X,XX] EUR), s'agissant d'un jeu-concours publicitaire (loi du 30 juillet 2002), en faisant la demande en personne, par email ou par écrit au plus tard 70 jours après la participation (cachet de la poste faisant foi). La demande écrite ce fait à l'adresse du jeu : [Adresse postale complète de l'organisateur], et doit être accompagnée de leurs noms, prénoms, adresse complète sur papier libre à l'adresse du jeu, le numéro de téléphone utilisé, la date de l'appel, le montant réclamé ([X,XX] EUR), une copie de leur facture de téléphone détaillée avec un marquage sans équivoque des communications à rembourser ainsi qu'un numéro de compte (numéro IBAN et titulaire) sur lequel le remboursement sera versé. L'original de la facture de téléphone doit être présenté à l'adresse ici-haut si la demande ce fait en personne. La demande par email ce fait à l'adresse: [Adresse Email de l'organisateur], accompagnée des informations décrites ici-haut et d'une version informatisée (scan ou fichier électronique) de la facture de téléphone. Le nombre de participations étant limité à une seule par numéro de téléphone mobile, le remboursement sera limité au coût d'un seul message SMS envoyé aux fins de participation au concours ([X,XX] EUR) par numéro de téléphone mobile.

Pour les abonnements mobiles « prépayés » et autres qui ne disposent pas de facture détaillée, les modalités de demande de remboursement sont les mêmes, sauf que la date et l'heure approximative de l'envoi du SMS doivent être jointes à la demande et le participant n'a pas l'obligation de joindre sa facture de téléphone.

Pour des raisons de gestion administrative, les demandes de remboursement ne doivent concerner qu'un seul numéro de téléphone mobile par courrier.

Explication :

Cette proposition se base sur une limitation du nombre de participations au jeu à un envoi de SMS par personne. Ceci est nécessaire pour éviter que les personnes ne participent un grand nombre de fois au jeu, ce qui rendrait la demande de remboursement réellement intéressante pour eux en augmentant accessoirement leurs chances de gain, avec la conséquence que l'organisateur du jeu serait confronté à l'obligation de rembourser des montants élevés, ce qui rendrait l'organisation de jeux beaucoup moins intéressante à cause de l'effort administratif associé.

3. Législation

a) La loi luxembourgeoise (**Loi du 20 avril 1977** relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives (Mém. 1977, 548 - mod. L. 11 août 1998, Mém. 1998, 1456; L. 12 novembre 2004, Mém. 2004, 2766)) précise dans son article 1^{er} que « L'exploitation des jeux de hasard est interdite. ». La jurisprudence y ajoute une définition plus précise du terme hasard : « Constitue un jeu de hasard au sens de la loi du 15 juin 1903 le jeu qui, soit par lui-même, soit en raison des conditions dans lesquelles il est pratiqué, est de nature telle que le hasard y prévaut sur l'adresse physique ou intellectuelle des joueurs. Un jeu ne perd pas son caractère de jeu de hasard, si l'adresse peut exceptionnellement assurer des gains à des personnes spécialement exercées, alors qu'il convient de se placer au niveau de la généralité des joueurs et ne pas tenir compte de l'habileté spéciale acquise par quelques-uns. – Lux. 13 novembre 1958, P. 17, 390. »

L'exception prévue par la loi est la suivante : « 2. Ne sont pas à considérer comme jeux de hasard au sens de la présente loi les jeux-concours publicitaires ni les loteries et tombolas gratuites organisés exclusivement aux fins de propagande commerciale. ».

b) Ensuite, le **code pénal** interdit plus spécifiquement les loteries non autorisées : « Art. 302. Les auteurs, entrepreneurs, administrateurs, préposés ou agents de loteries non autorisées légalement, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 500 euros à 30.000 euros. » Il prend également le soin de définir le terme de loterie dans l'article précédent : « Art. 301. Sont réputées loteries, toutes opérations offertes au public et destinées à procurer un gain par la voie du sort. ».

c) Finalement, la **loi du 30 juillet 2002** réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative (Mém. A - 90 du 12 août 2002, p. 1830) définit plus précisément sous quelles conditions l'organisation de loteries, jeux-concours et tombolas publicitaires est licite :

« Art. 21. Est licite et autorisée par la présente loi l'organisation de loteries, de jeux-concours et de tombolas publicitaires gratuits exclusivement réalisés à des fins de propagande commerciale, pour autant qu'ils répondent aux conditions énumérées ci-dessous:

- a) l'annonceur d'une loterie, d'un jeux-concours ou d'une tombola publicitaires établit, préalablement à toute diffusion du message publicitaire, un règlement précisant les conditions et le déroulement de l'opération commerciale. Ce règlement et un exemplaire des documents adressés aux consommateurs sont déposés auprès d'un officier ministériel qui s'assure de leur régularité. Le texte complet du règlement est envoyé gratuitement par l'annonceur à toute personne qui en fait la demande;
- b) les documents publicitaires ne doivent ni faire naître une confusion de quelque nature qu'elle soit dans l'esprit de leur destinataires, ni induire en erreur sur le nombre et la valeur des lots, ainsi que sur les conditions de leur attribution;
- c) le bulletin de participation doit être distinct du bon de commande du bien ou de la prestation de service ;
- d) la participation au tirage au sort, quelles que soient les modalités, ne peut être soumise à aucune contrepartie financière de quelque nature qu'elle soit, ni à aucune obligation d'achat;
- e) l'annonceur qui fait naître par la conception ou la présentation de la communication, l'impression que le consommateur a gagné un lot, doit fournir ce lot au consommateur.»

4. Questions/réponses pratiques

Afin d'éclaircir les points qui ne sont pas couverts par la législation en vigueur, voici quelques éléments de réponse qui pourront servir de base à l'évaluation de la licéité de jeux-concours.

1) Est-ce que les jeux-concours par SMS Premium tombent sous la définition de loteries ou, le cas échéant, sous celle de jeux de hasard ?

Les jeux-concours par SMS pour lesquels les gagnants sont déterminés par tirage au sort devraient être concernés par la définition de loterie. Comme les loteries sont interdites à moins de disposer d'une autorisation ou d'un agrément, en principe la seule possibilité pour rendre les jeux concours licites est de remplir les exigences de la loi du 30 juillet 2002, définissant entre autres les conditions d'organisation de loteries, jeux-concours et tombolas publicitaires.

2) Le remboursement des frais en cas de demande de la part d'un participant, est-ce une pratique envisageable pour respecter la condition de gratuité et ainsi rendre licite des jeux-concours par SMS payant au Luxembourg ?

a) Au vu de l'article 301 ss. du code pénal : L'élément de gratuite n'est pas inclus dans la définition de la loterie de l'article 301 du Code pénal. Ainsi, la loi précise que « Sont réputées loteries, **toutes** opérations offertes au public et destinées à procurer un gain par la voie du sort. ».

Donc il semble que la gratuité n'est pas un moyen approprié pour échapper à l'application des articles 301 ss. du code pénal.

b) Au vu de la loi du 30 juillet 2002 : « la participation au tirage au sort, quelles que soient les modalités, ne peut être soumise à aucune contrepartie financière de quelque nature qu'elle soit, ni à aucune obligation d'achat; ».

En principe il est envisageable de proposer un remboursement aux participants afin de rendre le jeu concours organisé légal, car entrant dans la définition de la loi sur les loteries, jeux-concours et tombolas publicitaires ; à condition bien entendu que les autres exigences de la loi du 30 juillet 2002 soient respectées (cf. point 3.c).

c) Cas spécifiques

- Nème participant gagne

Si vous êtes la 1000^{ème} personne qui participe au concours, vous gagnez un voyage.

Il s'agit d'un jeu de hasard, même si aucun tirage au sort n'est effectué. En effet il est impossible pour chaque participant de savoir quand est-ce que le nombre X sera atteint et la participation repose donc sur le pur hasard. La législation concernant les jeux de hasard est donc applicable.

- Jeu exigeant une habilité

- Sudoku

Deux étapes déterminent les gagnants de ce type de concours. Pour la première, il n'y a aucun recours à l'hasard – il faut exercer une capacité intellectuelle, afin de participer au tirage au sort (deuxième étape). Les gagnants ne gagnent pas automatiquement un prix.

Si parmi toutes les bonnes réponses un gagnant est tiré au sort il faut respecter la législation sur les jeux de hasard, en tout cas s'il s'agit d'un jeu où tout "bon père de famille" (une personne normalement intelligente) peut trouver la solution, puisque dans ce cas le hasard prédomine sur l'habilité. (On pense notamment aux jeux Sudoku et mots croisés).

S'il s'agit cependant d'un jeu extrêmement difficile où l'on sait dès le début qu'il n'y aura que quelques bonnes réponses (entre 1 et 10), normalement le jeu n'est plus à considérer comme jeu de hasard.

- « Jeux-Foire » sur internet

Pratique courante en France, Belgique et Allemagne. Les participants jouent un jeu exigeant une habilité, exemple : une course de voiture (jeu vidéo sur internet). Chaque fois qu'ils gagnent la course auto, ils reçoivent des « points ». Un certain nombre de points donnent droit à un cadeau. Les prix sont envoyés par poste à l'adresse des participants. L'élément d'hasard est ici absent, car il n'y a aucun tirage au sort, le participant qui démontre son habilité emporte systématiquement des points qui lui valent systématiquement un prix, et de la sorte ces jeux s'assimilent à ce que l'on retrouve à la « Schueberfouer » (courses à cheval, canne à pêche, etc.).

Seule l'habilité permettant de gagner un prix, le hasard est totalement exclu. Il semble qu'il s'agit donc de jeux commerciaux qui ne sont pas à considérer comme jeux de hasard.

Les informations et conclusions proposées dans le présent document sont fournies à titre purement indicatif et ne pourront en aucun cas engager la responsabilité de Mpulse SA.

Mpulse SA n'est pas habilitée à administrer du conseil juridique. Afin de certifier la légalité de votre concours, veuillez obtenir du conseil juridique auprès d'un avocat.

5. Références

5.1. Nationales

1. **Loi du 20 avril 1977** relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives (Mém. 1977, 548 - mod. L. 11 août 1998, Mém. 1998, 1456; L. 12 novembre 2004, Mém. 2004, 2766)

http://www.legilux.public.lu/leg/textescoordonnes/compilation/recueil_lois_speciales/JEUX.pdf

2. **Articles 301 ss. du Code pénal** luxembourgeois

http://www.legilux.public.lu/leg/textescoordonnes/codes/code_penal/cp_L2T05.pdf

3. **Loi du 30 juillet 2002** réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative (Mém. A - 90 du 12 août 2002, p. 1830)

http://www.legilux.public.lu/leg/textescoordonnes/compilation/recueil_lois_speciales/CONCURRENCE.pdf#page=5

4. **Loi du 16 avril 2003** concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance

http://www.legilux.public.lu/leg/textescoordonnes/compilation/recueil_lois_speciales/CONSOMMATEURS.pdf

5. **Loi modifiée du 14 août 2000** relative au commerce électronique (modifiant le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce, le code pénal et transposant la directive 1999/93 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers)

http://www.legilux.public.lu/leg/textescoordonnes/recueils/COMMERCE_ELECTRONIQUE/PROTECTION_CONSOMMATEUR.pdf

5.2. Européennes et autres

11. **La législation italienne sur les jeux d'argent confrontée au droit d'établissement et à la liberté de prestation de service du Traité CE** (commentaire de l'arrêt du 6 novembre 2003 de la Cour de justice des Communautés européennes, aff. C-243/01, Gambelli)

http://www.droit-technologie.org/dossiers/rcom1104_et39.pdf

12. **Les casinos en ligne** : la manne des jeux de hasard sur le Net

<http://www.men.minefi.gouv.fr/webmen/revuedeweb/casinos.html>

Les informations et conclusions proposées dans le présent document sont fournies à titre purement indicatif et ne pourront en aucun cas engager la responsabilité de Mpulse SA.

Mpulse SA n'est pas habilitée à administrer du conseil juridique. Afin de certifier la légalité de votre concours, veuillez obtenir du conseil juridique auprès d'un avocat.